

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL AUTRICHIEN CONTRAINT DE DÉMISSIONNER

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.625. — 10 centimes. — Etranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. — NAPOLÉON. »

Mardi
22
JANVIER
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 02.73 — 02.75 — 15.00
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France : 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger : 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^{is} des Italiens. Tél. : Cent. 80-88
« PIERRE LAFITTE, FONDATEUR »

LE SÉNAT S'EST CONSTITUÉ HIER EN COUR DE JUSTICE



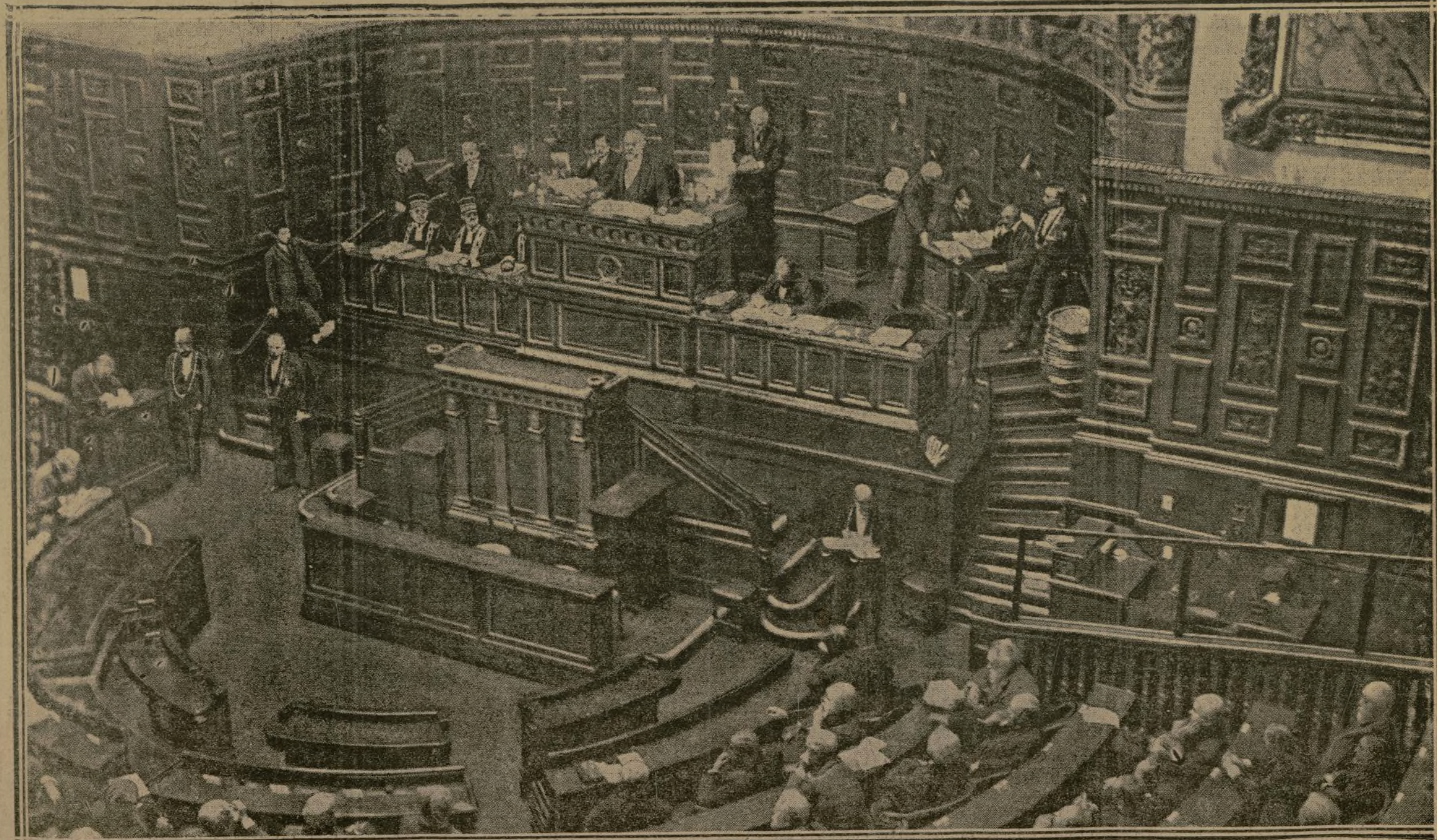
L'ARRIVÉE DE M. RÉGISMANSET
Vice-président de la Cour de Justice



L'ARRIVÉE AU PALAIS DU SÉNAT DES AVOCATS GÉNÉRAUX
(A gauche, M. Lombard; à droite, M. Cénac)



L'ARRIVÉE DE M. A. RATIER
Membre de la Commission d'Instruction



M. ANTONIN DUBOST, PRÉSIDENT DE LA COUR DE JUSTICE, VIENDE REMETTRE LE DOSSIER MALVY AU PROCUREUR GÉNÉRAL

Après l'introduction des membres du ministère public, qui prirent place au bureau, à la droite du président, M. Antonin Dubost fit ordonner le renvoi du dossier au procureur général. La lecture du réquisitoire, comme nous le faisons prévoir hier, aura lieu lundi

prochain. Notre photo est prise au moment où le président du Sénat vient de remettre le dossier de l'affaire Malvy à M. Mérillon, procureur général, que l'on voit sur notre cliché, ayant à sa droite M. Lombard, avocat général. M. Cénac est caché par la tribune.

Ayuntamiento de Madrid

UN ACCORD DE PRINCIPE CONCLU AVEC L'UKRAINE A BREST-LITOVSK

Ce ne sont que les bases de la paix, qui devront être ratifiées par la Rada.

Il y a quelque chose de tendancieux dans le communiqué austro-allemand qui annonce la réussite des négociations de Brest-Litovsk entre les délégués de la Quadruplie et ceux de la République d'Ukraine. En réalité, les bases d'un accord de paix ont été jetées, mais il n'y a pas plus pour le moment.

Les délégués ukrainiens sont revenus à Kiev avec des propositions sur lesquelles un accord de principe s'est fait, mais qui exigent encore la ratification de la Rada. C'est seulement quand cette dernière étape aura été franchie que la paix pourra être considérée comme acquise.

Sans préjuger de ce que pourront apporter les journées qui vont suivre, on doit remarquer que, pour les Empires du Centre, l'accord est plus facile à conclure avec l'Ukraine qu'avec le gouvernement maximaliste. Du côté de l'Ukraine, en effet, il ne se pose aucune question territoriale. Au contraire, avec les maximalistes, c'est l'affaire des évacuations et des annexions qui est la grande pierre d'achoppement.

Il y a d'ailleurs, à Kiev, un désir très vif d'arriver le plus tôt possible à l'état de paix. La République d'Ukraine est une jeune Etat qui vient au monde, qui est encore fragile et qui estime que la continuation de la guerre le met en danger. Ces considérations sont d'un grand poids sur la Rada, et elle en a fait part aux Alliés.

Si la paix devait être prochainement signée, elle n'en soulèverait pas moins un grand nombre de problèmes auxquels on n'a peut-être pas assez songé en Ukraine. La nouvelle République ne voit que ses réussites immédiates. Est-elle bien sûre de n'avoir rien à redouter pour l'avenir de l'impérialisme allemand ? Il est encore temps pour elle d'y penser. — J. B.

BALE, 20 janvier. — On mande de Brest-Litovsk, 20 janvier, via Berlin : Les négociations entre les délégués des puissances centrales et de la République d'Ukraine ont donné comme résultat qu'une entente est intervenue sur les bases d'un traité de paix à conclure. L'état de guerre sera déclaré « terminé » et les parties sont décidées à vivre désormais ensemble sur un pied de paix et d'amitié.

Les troupes adverses sur le front seront retirées de la conclusion de la paix. Les contractants sont d'accord pour que le traité de paix prévoie la reprise immédiate des rapports économiques et juridiques. Les rapports diplomatiques et consulaires seront repris aussitôt.

Par suite de l'établissement des points essentiels du traité de paix, les négociations sont parvenues à un point qui impose aux délégations le devoir de prendre contact avec les autorités responsables de leurs pays respectifs. Certains plénipotentiaires estiment de leur devoir de présenter personnellement à leurs autorités le rapport sur le cours des négociations déjà faites. Toutes les délégations estiment qu'une suspension est nécessaire à cet effet et qu'elle doit être aussi courte que possible. Elles ont convenu de retourner à Brest-Litovsk et sont décidées à conclure ensuite et à signer le traité de paix dans la mesure des pouvoirs qui leurs auront été remis.

Le télégramme se termine sur cette phrase : C'est ainsi que pour la première fois dans cette guerre ébranlant le monde, il a été possible de trouver les bases qui tendent au rétablissement de l'état de paix.

Assassinat des anciens ministres Tchingaréf et Kokoschkine

PETROGRAD, 20 janvier. — Les deux anciens ministres, MM. Tchingaréf et Ko-



M. TCHINGAREF et M. KOKOSCHKINE, anciens ministres du parti cadet, assassinés le 19 janvier par des matelots maximalistes à l'hôpital Marie, de Petrograd, où ils étaient en traitement.

koschkine, étant tombés malades étaient en traitement à l'infirmerie de la forteresse Pierre-et-Paul, où ils étaient détenus depuis le coup d'Etat maximaliste. Ils avaient été transportés hier soir à l'hôpital du Palais-Marie.

Vers onze heures, un groupe de matelots ont pénétré dans la chambre où se trouvaient les deux anciens ministres et les ont tués.

LE COMTE DE NESSELRODE, BANNI DE RUSSIE EN 1905, DIT CE QU'IL PENSE DES PRINCIPES MAXIMALISTES

L'échec de la Constituante, si rapidement escamotée par les maximalistes, pose la question suivante :

« Vous savez que, sous l'ancien régime, ces terres constituées sous le nom de « mir », ou propriété communale, étaient cultivées par tous sans appartenir à personne. »

« Or, voici ces apôtres de Karl Marx, c'est-à-dire du communisme, qui donnent comme appât à leurs adeptes la propriété. Celle des autres évidemment, celle des grands seigneurs qui cultivaient mal et monopolisaient les belles terres. Le principe était admissible, mais pas en pleine guerre et pas comme il a été appliqué. »

« Vous avez vu également toutes ces régions se constituant en pays indépendants. Elles appliquent la théorie des nationalités, mais cette théorie, qui conduit au morcellement infini de la patrie, aboutit et aboutit déjà à la négation de cette théorie. Voilà pourquoi il me paraît difficile de conclure à la réalité des principes maximalistes. »

« Ayant épuisé cette question, M. de Nesselrode me parla de la mission en France. — Elle s'exerce sur les Russes ? demandai-je. »

« Non, sur les Français, me répondit-il. Je cherche à faire comprendre à votre gouvernement l'intérêt qu'il aurait à ne pas se désintéresser de la Russie comme il l'a fait... de tout temps. Oui, de tout temps. Les Français s'étonnent des progrès rapides des Allemands en Russie, mais ils devraient savoir que ceux-ci recueillent actuellement le résultat de leurs efforts déjà lointains. »

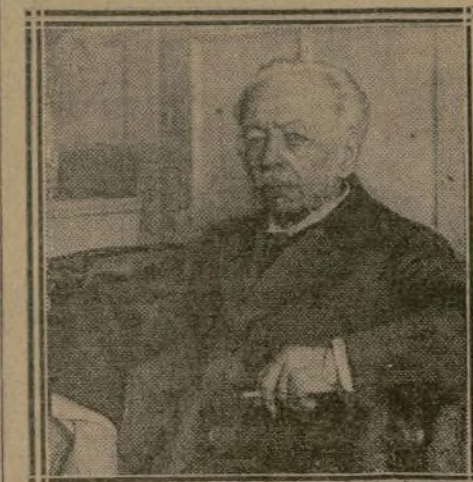
« Un seul exemple entre mille : avant la guerre il y avait 35.000 étudiants russes dans les universités allemandes. Dans ces universités, ils étaient reçus, choyés, logés, aidés, soutenus. »

« A-t-on jamais agi ainsi en France pour les alliés russes ? »

« Actuellement c'est encore pire, on lâche le manche après la cognée. »

« Et il ne le faudrait pas. »

« Voilà ce que j'essaie de dire aux Français. » — JULES CHANCEL.



LE COMTE DE NESSELRODE

dans les universités allemandes. Dans ces universités, ils étaient reçus, choyés, logés, aidés, soutenus. — A-t-on jamais agi ainsi en France pour les alliés russes ? — Actuellement c'est encore pire, on lâche le manche après la cognée. — Et il ne le faudrait pas. — Voilà ce que j'essaie de dire aux Français. — JULES CHANCEL.

AU LUXEMBOURG

PREMIÈRE SÉANCE DE LA HAUTE COUR

Le dossier de l'affaire Malvy a été transmis hier au procureur général.

Le Sénat avait pris hier son aspect des grands jours. Rue de Tournon, rue de Valenciennes, des files d'automobiles se suivaient d'une heure de l'après-midi, se dirigeant vers le palais du Luxembourg. Devant la porte monumentale, où deux jeunes zouaves montaient la garde, un service d'ordre maintenait le flot des curieux, tandis qu'à l'entrée deux huissiers bien stylés assuraient avec beaucoup de tact le contrôle des cartes.

La Cour de Justice allait tenir sa première audience. A l'intérieur, dans les tribunes publiques, beaucoup de spectateurs et nombre de dames en toilettes d'une sombre élégance.

Les sénateurs sont nombreux à cette première séance : 213 répondront tout à l'heure à l'appel nominal.

A deux heures précises, le roulement des tambours retentit dans la Galerie des Bustes. En habit noir, solennel comme il convient en pareille circonstance, M. Antonin Dubost défila devant les gardes municipaux et prend place au fauteuil.

Après un quart d'heure d'attente, la séance est ouverte. L'un des secrétaires de l'Assemblée, M. Larère, donne lecture du procès-verbal, puis M. Antonin Dubost donne connaissance au Sénat de la lettre de M. Sarrau, premier président de la Cour de cassation, lui notifiant la constitution du Parquet de la Cour de Justice et la résolution votée par la Chambre, le 28 novembre 1917, mettant en accusation M. Malvy, ancien ministre de l'Intérieur et le renvoyant devant le Sénat pour y être jugé.

Aussitôt le président propose au Sénat de se constituer en Cour de Justice et de fixer au lieu ordinaire de ses séances le lieu des audiences de la Cour. Il en est ainsi décidé. La séance du Sénat est alors levée à 2 h. 25. Vingt minutes plus tard, la première audience de la Cour de Justice est ouverte. On remarque que le banc des ministres n'est pas occupé. Les sénateurs membres du gouvernement, MM. Clemenceau, Stephen Pichon, Pams et Jeanneney, sont absents, comme ils étaient absents tout à l'heure à la séance du Sénat.

Par contre, on constate que MM. Léon Bourgeois, Doumergue, Bienvu-Martin, Combes, Ribot, Steeg, Herriot et Jules Méline, qui, avec M. Malvy, firent partie de divers gouvernements depuis le début de la guerre, sont présents. Ils répondront d'ailleurs, à l'appel de leur nom.

L'appel nominal

Cet appel nominal a lieu aussitôt. On commence par la lettre D, désignée par le tirage au sort et, fait curieux, c'est le nom de M. Daudé, sénateur de la Lozère, qui est appelé le premier.

213 sénateurs sont présents. Ils ne répondent pas au contre-appel. Ce sont : MM. Daudé, Dron, Ernaut, Farny, de Freycinet, Gaudin de Villaine, Gentilhez, Huguel, Charles Humbert, Jeanneney, Jonnart, Jouffroy, Latapy, Limon, de Marcère, Jules Mercier, Merlet, Pams, Stéphen Pichon, Potié, Réal, Rey, Saint-Romme, Ville, Vissaguet, Aubry, Baudet, Bepmale, Blanc, Boudanoot, Chaurmié, Chantemps, Clemenceau et Crépiau.

M. Antonin Dubost fait encore connaître que quelques-uns de ces derniers, MM. Jules Mercier et Bepmale notamment, lui ont fait parvenir des lettres d'excuses. Puis il lance d'une voix de stentor :

« Huissiers, introduisez le ministère public ! »

Les huissiers s'en vont par la porte de gauche. Trois minutes plus tard, ils reparassent par celle de droite, suivis cette fois par M. Mérillon, procureur général, et MM. Lombard et Cénac, avocats généraux.

Les trois magistrats sont en robe rouge et portent l'hermine. Ils montent lentement le petit escalier qui conduit au bureau et, après un cérémonieux salut de M. Mérillon à M. Antonin Dubost et à l'Assemblée, prennent place aux trois fauteuils réservés aux secrétaires à la droite du président.

Les sénateurs se lèvent et rendent le salut. M. Antonin Dubost fait alors ordonner par l'Assemblée le renvoi du dossier de l'affaire Malvy au procureur général et le lui remet sur-le-champ. Puis il invite la Cour à se réunir en Chambre du conseil pour statuer sur les excuses présentées par quelques-uns des membres absents. Les tribunes sont alors évacuées. Il est 3 h. 40.

La Cour de justice siège en Chambre du conseil

En Chambre du conseil, la Cour de Justice a admis comme valables les excuses présentées par quelques-uns de ses membres absents. Examinant le cas de ceux qui n'ont pas répondu à l'appel nominal, elle a décidé que, conformément aux précédents, il n'y avait pas lieu de considérer leur absence comme de nature à les priver de leur droit de siéger à l'audience suivante et de juger par la suite, l'audience du jour étant seule-ment constitutive, l'accusé n'y assistant pas et le ministère public n'y ayant pris aucune réquisition.

Seuls, en conséquence, ceux qui ne répondront pas à l'appel nominal à la prochaine audience seront privés du droit d'assister aux suivantes et de juger.

Aucune demande de récusation n'a été présentée.

La prochaine audience est fixée au lundi 28 janvier

A 5 h. 10, l'audience publique est reprise. M. Antonin Dubost demande à la Cour la date à laquelle elle entend fixer sa prochaine audience.

M. Mérillon, procureur général, est consulté. Il propose de fixer à huitaine la seconde audience pour la lecture de ses réquisitions. Il en fut ainsi décidé, et la prochaine audience est fixée au lundi 28 janvier.

« Huissiers, s'écrie encore M. Antonin Dubost, reconduisez MM. les membres du ministère public ! »

Et MM. Mérillon, Lombard et Cénac se retirent avec le même cérémonial qu'à leur arrivée.

La première audience est ainsi levée à 5 h. 20.

Leopold BLOND.

SUR LE FRONT

ON ARRÊTE ENCORE UN PSEUDO-MAJOR

Il avait deux galons et portait une croix de guerre ornée de sept palmes.

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL]

L'autorité militaire vient d'appréhender à Hesson-sur-Matz, près de Lussigny, un pseudo médecin-major, nommé Reyne, qui n'avait aucun titre pour porter les deux galons qui ornaient ses manches non plus que pour embellir sa vareuse d'une croix de guerre avec sept (7) palmes et qui d'en était pas moins attaché à une ambulance. L'odyssée de cet aventurier est trop romanesque pour qu'on n'essaie pas de vous la conter.

Insoumis du temps de paix, Reyne vint à la mobilisation se mettre à la disposition de l'autorité militaire. Il fut absorbé ainsi qu'il était de règle et affecté à un bataillon de chasseurs. Profond du désordre qui régna, au début des hostilités, parmi les services sanitaires et plus particulièrement parmi ceux des évacuations, Reyne s'attacha à la capote une ficelle de soldat évacué et gagna sans encombre la zone de l'arrière dans un train sanitaire.

Il lui était difficile de se faire admettre dans un hôpital, n'étant atteint d'aucune maladie ni porteur d'aucune blessure. Reyne résolut élégamment cette difficulté en quittant le train sanitaire en cours de route. Le premier usage qu'il fit de sa liberté fut pour se faire coudre le galon de médecin auxiliaire. Ce galon n'inspira guère confiance, car Reyne ne tarda pas à être arrêté. Il comparut devant un conseil de guerre qui lui infligea une peine assez sévère, mais lui laissa le bénéfice de la loi de sursis.

Renvoyé au front, Reyne, utilisé comme brancardier, s'éleva de nouveau lui-même ; mais, instruit par sa première expérience, il ne voulut plus du modeste galon de médecin auxiliaire qui l'avait rendu suspect. Il se mit deux galons d'or sur les manches et s'accrocha sur la poitrine une croix de guerre avec sept palmes. Le bras droit portait évidemment plusieurs brisures de blessures. Ainsi paré, il se rendit dans la troisième région avec une lettre ministérielle qui l'y affectait. Un poste lui fut confié dans un hôpital où il vécut des jours heureux.

A l'heure où l'on parla beaucoup de la relève des médecins du front, Reyne crut qu'il lui était habile de solliciter l'honneur d'être désigné, avant que son tour ne survint, pour être envoyé aux armées. C'est ainsi qu'il se vit affecté à un centre hospitalier de l'arrière-front où il passa plusieurs mois, jouissant de l'estime de la population à qui les sept palmes en avaient imposé.

Mais quelque un vint à Hesson-sur-Matz qui troubla la fête. Ce fut le mari de l'amie qu'il avait amenée avec lui, qui vint chercher l'infidèle non sans tenir, par ses confidences bruyantes, le prestige du faux médecin-major.

Instruite de ces incidents, l'autorité militaire voulut se documenter sur le passé de Reyne, en attendant qu'elle le désignât pour une unité régimentaire. Reyne lutta contre cette mesure en obtenant de la population civile une pétition couverte de plusieurs centaines de signatures, qui demandait qu'on laissât à l'arrière un médecin aussi dévoué et qui s'était conduit en héros. Mais il ne put suppléer au manque de renseignements concernant son passé médical. Et la prévôté a dû se saisir de l'aventurier. — HENRI VADOL.

Les magistrats italiens confèrent avec le capitaine Bouchardon

Le colonel Chiapironi et le capitaine de Robertis ont longuement conféré, hier après-midi, avec le capitaine-rapporteur Bouchardon, au sujet de la procédure et des formalités judiciaires qui présideront à l'ouverture du coffre-fort à la Banca di Sconto, à Florence.

Nous croyons pouvoir indiquer que les explications fournies par les magistrats italiens ont été conformes à celles données par l'ambassade d'Italie et que nous avons rapportées.

Les membres de la mission italienne resteront en France jusqu'à la fin du mois pour suivre l'instruction Cavallini et les affaires connexes.

M. Nail reçoit le colonel Chiapironi

M. Louis Nail, garde des Sceaux, a reçu, hier matin, les membres de la mission de justice militaire italienne. Son chef, le colonel Chiapironi, a apporté au garde des Sceaux, avec le salut du ministre de la Justice italien, l'expression de ses sentiments de meilleure cordialité.

M^{lle} CAILLAUX SORTANT DE CHEZ ELLE



Photographie prise hier après-midi. Mme Caillaux est à gauche sur le cliché.

LA GUERRE SUR MER

LE COMBAT NAVAL DES DARDANELLES

Comment l'artillerie anglaise atteignit le "Breslau" et le "Goeben".

Un ingénieur particulièrement au courant des questions de tir et d'artillerie de marine nous a fourni hier les curieux renseignements que l'on va lire, sur les conditions dans lesquelles dut se dérouler le combat qui vint d'aboutir à la perte du *Breslau* et aux graves avaries du *Goeben*.

On ne possède pas encore assez de détails, dit notre interlocuteur, pour raconter exactement comment la bataille fut engagée. Il est permis cependant d'indiquer comment nos alliés anglais, instruits par l'expérience des combats du Dogger Bank, de Jutland, ont dû, en cette circonstance, modifier leurs anciennes méthodes de tir et les adapter aux conditions réelles du combat.

Il suffit de se souvenir à ce propos des déclarations formulées naguère par l'amiral sir John Jellicoe au cours d'un grand discours prononcé en public au Fishmongers Hall.

« Le premier lord de l'Amirauté affirmait en effet, que trois grands principes devaient



L'AMIRAL ALLEMAND SOUCHON qui avait son pavillon sur le Goeben et commandait la flotte turque des Dardanelles.

être admis par les commandants navals interalliés :

1° Le feu de l'artillerie des grands navires devait commencer à 22.000 yards, c'est-à-dire à environ 20.000 mètres ;

2° Le feu devait réellement être effectué à 18.000 yards, soit à peu près 16.000 mètres ;

3° Les grandes unités de combat devaient être maintenues hors de la portée des torpilles des croiseurs et des destroyers — (genre *Breslau* et *Goeben*) — qui égale au moins 10.000 yards, soit 9.000 mètres.

Pour éviter la charge des destroyers du genre du *Breslau* et du *Goeben*, — indiquait encore l'ex-premier lord de l'Amirauté, — et parer à une manœuvre couramment usitée par les torpilleurs allemands, il suffisait de maintenir sa ligne entre 14 et 18.000 mètres.

Il y a tout lieu de penser, conclut notre interlocuteur, que ces sages conseils ont dû être suivis. Les résultats de l'engagement des Dardanelles en témoignent. Et, bien que les marins allemands aient peut-être essayé d'augmenter la distance de combat sous la protection d'attaques de torpilles (*opened the range under the cover of torpedo attacks*), leurs méthodes de tir, réputées infail- libles, leur ont procuré une amère déception.

L'ODYSSÉE DES DEUX CROISEURS TURCO-ALLEMANDS

Le 5 août 1914, le *Goeben* et le *Breslau*, qui commandait l'amiral Souchon, partirent devant le port de Messine, mais ils ne purent y rester, par suite de la neutralité de l'Italie. Ils venaient de bombarder Bône et Philippeville. Approvisionnés de la quantité de charbon nécessaire pour rallier le port allemand le plus proche, les deux navires partirent « contre la flotte anglaise ». Or, comme celle-ci était composée d'au moins cinquante navires, les Messinois applaudirent ceux qui allaient à une mort certaine.

Deux jours après, le *Goeben* et le *Breslau* arrivèrent à Constantinople, sans avoir rencontré le moindre torpilleur britannique !

Le mot de l'énigme ne fut découvert qu'au bout de plusieurs mois. L'amiral Souchon, qui avait en main le code secret de la marine britannique, cependant qu'il attendait dans le détroit, lança le message suivant aux navires anglais dans la Méditerranée : « Italie a déclaré la guerre à la France. Ralliez vos bases ». Les Anglais obéirent, et c'est grâce à cette ruse que les croiseurs ennemis purent accomplir leur voyage sans encombre.

Les Messinois n'ont pas oublié cette mauvaise plaisanterie des « héros courants à la mort... »

Naturalisés turcs, le *Goeben*, sous le nom de *Sultan-Selim*, et le *Breslau*, sous celui de *Modül*, n'eurent pas la même chance : toutes les fois qu'ils quittèrent la Corne d'Or, ils ne rentrèrent qu'avec des avaries. Une dépêche de Londres, en date du 15 janvier 1915, annonça que le *Goeben* avait heurté, le jour de Noël, près du Bosphore, une mine russe qui l'avait fort endommagé.

Le 5 mars 1915, c'était au tour du *Breslau* d'être bombardé par un avion britannique. Le 27 juillet 1915, il était torpillé dans la mer Noire et rentra au port en fort mauvais état.

Le 7 juillet 1916, après un long repos et des réparations importantes, le *Goeben* tenta une sortie, mais une torpille russe l'obligea à regagner rapidement son port d'attache.

On pourrait continuer cette énumération, la liste est loin d'être achevée. Les deux croiseurs avaient l'âme chevillée à la carcasse, mais tout a une fin : le *Breslau* est détruit, et le *Goeben* n'en vaut guère mieux.

50 CENTIMES LA LEÇON D'ANGLAIS par Correspondance aux Soldats & S.-M. — PIGIER, rue Rivoli 53 à PARIS

JOURNAL DE COLETTE
L'ÉVADÉUNE CONVENTION
REPLACERA
LA CONSTITUANTE

Elle sera formée par le prochain congrès des Soviets et se tiendra au palais de Tauride.

PÉTROGRAD, 20 janvier. — Le congrès des Soviets se réunira au palais de Tauride. Lénine a informé une députation du Soviet provincial qu'il ne serait pas permis aux constituants de se réunir ailleurs. Pour remplacer l'Assemblée dissoute, il y aura une Convention nationale formée par le prochain congrès des Soviets.

L'Allemagne menace de rompre les négociations

ZURICH, 21 janvier. — Selon le Lokal Anzeiger, l'Allemagne serait prête à rompre les négociations de paix si, le 29 janvier, Trotsky ne revient pas à Brest-Litovsk avec des propositions acceptables.

Les maximalistes demandent des explications au Japon et à l'Angleterre

PÉTROGRAD, 19 janvier. (Retardée dans la transmission). — Le conseil des commissaires a adressé à l'ambassadeur du Japon une note dans laquelle il déclare :

« Le 14 janvier, les navires de guerre japonais ont mouillé dans le port de Vladivostok sans que le gouvernement japonais ait préalablement averti le Conseil des commissaires. »

« Le commissaire pour les Affaires étrangères demande à être renseigné le plus rapidement possible sur les causes et sur le but de cet acte du gouvernement japonais. »

Une note analogue a été adressée à l'ambassade d'Angleterre.

L'Angleterre considère toujours la Russie comme nation alliée

LONDRES, 21 janvier. — Aujourd'hui, à la Chambre des Communes, le député pacifiste King a demandé au secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères si la Russie était encore un Etat allié au point de vue de la guerre.

M. Balfour répondit : « Dans la mesure où les traités peuvent le faire, elle est une puissance alliée. »

M. King : « L'attitude qu'elle a adoptée à l'égard du pacte de Londres n'affecte-t-elle en rien sa position ? »

M. Balfour : « Cette attitude, que je sache, n'influe en rien sur la validité de ce traité. »

Repondant à une autre question de M. King, M. Balfour a déclaré que la France et les Etats-Unis continuent à avoir des représentants diplomatiques à Petrograd. Il ajoute que ces deux puissances ne sont pas en relations diplomatiques avec le gouvernement russe actuel.

Les socialistes polonais et lithuaniens contre les pourparlers de paix

COPENHAGUE, 20 janvier. — La conférence social-démocrate qui vient de se tenir à Varsovie a voté à l'unanimité une résolution par laquelle les socialistes de Pologne et de Lithuanie protestent contre les négociations de paix de Brest-Litovsk, ainsi que contre la régence actuelle de Pologne, qui n'est qu'un milieu favorable aux intrigues annexionnistes. La conférence appelle l'attention des travailleurs de Lithuanie et de Pologne sur la situation actuelle et les invite à combattre contre ce double danger.

A Varsovie, les grèves partielles qui se sont produites dans le personnel municipal s'accroissent assez rapidement et ont particulièrement touché les hôpitaux. (Radio.)

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Front français
14 HEURES. — Rien à signaler, en dehors de la canonnade habituelle.

23 HEURES. — En Argonne, un coup de main effectué dans les lignes ennemies, au Four de Paris, nous a permis de ramener une quinzaine de prisonniers et trois mitrailleuses.

Activité des deux artilleries sur la rive droite de la Meuse, et en Alsace, dans la région du Sud et de l'Hartmannswillerkopf. Journée calme partout ailleurs.

Front britannique
13 HEURES. — Nuit calme sur tout le front, marquée seulement par quelques rencontres de patrouilles qui nous ont permis de faire quelques prisonniers.

22 HEURES. — Rien à signaler, en dehors de l'activité de l'artillerie allemande au cours de la journée à l'ouest de Lens.

AVIATION. — La visibilité, qui est restée bonne, nous a permis de faire du réglage tout le jour et de prendre un grand nombre de clichés de zones avant de l'ennemi. Des bombes ont été jetées au cours de la journée sur divers objectifs à terre, et les troupes allemandes ont été attaquées à la mitrailleuse dans les tranchées et en terrain découvert. Un appareil ennemi a été abattu. Tous les nôtres sont rentrés indemnes.

Front belge
Pendant la nuit du 19 au 20 janvier, nous avons repoussé par le feu une patrouille ennemie qui s'avancait en radeau vers un de nos postes avancés de la région de Ramschappel.

La journée du 20 janvier a été marquée par les actions habituelles d'artillerie.

DÉMISSION DE M. DE SEIDLER
président du Conseil autrichien

Cette crise a-t-elle été provoquée par une menace de l'Allemagne mécontente de voir le gouvernement de Vienne promettre une paix sans annexions ?

LONDRES, 21 janvier. — Suivant une dépêche de Berlin, via Amsterdam, le premier ministre autrichien a démissionné et le comte Togggenburg a été chargé de constituer le nouveau cabinet.

(Von Seidler avait succédé à Clam-Martinic le 30 août 1917.)

Les affaires d'Autriche viennent de se compliquer d'une manière grave. Le président du Conseil, M. de Seidler a donné sa démission. Au lendemain de l'entrevue qu'il avait accordée aux délégués ouvriers et aux députés socialistes et dans laquelle il avait fait les plus larges concessions aux grévistes, ce départ prèle à des hypothèses nombreuses, mais qui toutes confirment que la politique viennoise est arrivée à un moment critique.

On doit se demander, en effet, si les engagements que le gouvernement austro-hongrois a pris de conclure une paix sans annexions n'a pas déterminé une action vigoureuse et une intimidation de la part de Berlin. Déjà les journaux pangermanistes avaient mené une campagne violente contre

L'artillerie belge descend trois avions allemands

La journée de samedi sur le front belge a été mauvaise pour l'aviation allemande, qui a perdu deux appareils de chasse et un de bombardement ; deux aviateurs tués et quatre faits prisonniers.

Le premier de ces avions a été atteint par une volée de shrapnells, alors qu'il franchissait, vers trois heures, la route de Woumen à Steenstraet.

Vingt minutes plus tard, un second appareil venait se fracasser sur le sol à Clerchen.

Le troisième avion faisait partie d'une escadrille de bombardement ; les artilleurs belges atteignirent les deux moteurs de l'énorme machine qui, délestée de ses projectiles, prit contact un peu brutalement avec les environs de Wulveringhem ; il était alors près de huit heures du soir. L'officier et les trois sous-officiers constituant l'équipage ont été capturés.

Sept avions abattus

OFFICIEL. — Dans la journée du 20, trois avions allemands ont été abattus, dont deux par le tir de nos canons spéciaux. En outre, quatre appareils ennemis sont tombés dans leurs lignes à la suite de combats avec nos pilotes.

Les travailleurs anglais veulent mettre le pacifisme allemand à l'épreuve

LONDRES, 21 janvier. — Un meeting de 2.500 ouvriers de l'arsenal de Woolwich, réuni dimanche pour discuter le projet de loi sur les effectifs, a voté une résolution demandant au gouvernement d'enflammer immédiatement des négociations sur les bases : « libre disposition de tous les peuples, pas d'annexions, pas d'indemnités. »

Si une pareille action établissait que l'impérialisme allemand est le seul obstacle à la paix, les ouvriers expriment leur détermination d'aider à continuer la guerre jusqu'à ce que ces buts soient réalisés. Si le gouvernement refuse, les ouvriers résisteront aux propositions du gouvernement relativement aux effectifs.

M. Orlando est à Paris depuis hier

M. Orlando, président du Conseil d'Italie est arrivé hier matin à Paris, où se trouvent déjà le général Alfieri, ministre de la Guerre, et l'amiral Thaon di Revel, chef d'état-major de la marine italienne.

LE CHANCELIER ALLEMAND
PARLERA JEUDI

Il prononcera son discours devant la grande Commission du Reichstag.

ZURICH, 21 janvier. — D'après un télégramme de Berlin, il aurait été décidé que le comte Hertling prononcerait jeudi après-midi, devant la grande commission du Reichstag, le grand discours qu'il a déjà ajourné à deux reprises.

M. von Kühlmann, secrétaire d'Etat, interviendra dans le débat sur la politique extérieure. Il est probable que cette discussion se prolongera pendant trois jours, ce qui fait que, si aucun événement imprévu ne survient, la grande commission pourrait s'ajourner pour quelque temps samedi prochain.

M. von Kühlmann a eu aujourd'hui une conférence avec les chefs des partis du Reichstag. (Radio.)

L'Allemagne proteste contre l'utilisation de sa flotte internée au Brésil

RIO-DE-JANEIRO, 21 janvier. — L'Allemagne, par l'intermédiaire de la légation des Pays-Bas, a présenté une vive protestation contre l'accord franco-brésilien pour l'utilisation des navires allemands. La réponse du ministre des Affaires étrangères, M. Nilo Pecanha, formulée en termes nets, est très énergique.

Paris voué au bleu

Nous parlions récemment des expériences faites dans le septième arrondissement en vue d'atténuer le halo lumineux de la capitale.

En présence des résultats acquis, industriels et fabricants de Paris et de la banlieue sont invités à recouvrir de bleu charbon les verrières et les vitres de leurs ateliers ou usines.

La préfecture de police complètera bientôt les mesures de sécurité qu'il convient d'observer d'une façon permanente dès la tombée de la nuit.

Perquisitions chez M. Francis Laur

M. Pachot, commissaire aux délégations judiciaires, accompagné de l'expert Vanier, s'est rendu, hier, en vertu d'un mandat du juge Morand, au marché des Carmes, où se trouve un chantier de charbon, puis chez M. Francis Laur, ancien député, rue du Colonel-Renan.

Le magistrat a saisi des pièces comptables et il a fait une semblable opération 8, rue du Débarcadere, dans une imprimerie dont M. Laur est le directeur. Celui-ci a protesté contre les perquisitions le concernant.

C'est sur la plainte d'acheteurs mécontents qu'une information est ouverte contre M. Francis Laur, administrateur délégué des Charbonnages de la Tarentaise, sous l'inculpation de spéculation et hausse illicite.

La fourragère

La fourragère est conférée, par le général commandant en chef les armées, à la compagnie 26/3 du 10^e régiment du génie (ancienne compagnie auxiliaire 26/1 bis), et à l'escadron B.H. 218 (ancienne section M.F. 218).

A VENDRE six lampes à arc simples et deux doubles système Bardon, 20 amp., courant alternatif, avec leurs résistances, très bon état. Ecrire à M. Segond, 20, rue d'Enghien, Paris.

Bourse de Paris, 21 janvier 1918

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET					
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	Ob. Fonc. 1885	344.50	344.50
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1893	378.50	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1903	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1913	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1917	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1918	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1919	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1920	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1921	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1922	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1923	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1924	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1925	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1926	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1927	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1928	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1929	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1930	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1931	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1932	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1933	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1934	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1935	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1936	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1937	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1938	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1939	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1940	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1941	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1942	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1943	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1944	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1945	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1946	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1947	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1948	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1949	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1950	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1951	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1952	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1953	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1954	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1955	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1956	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1957	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1958	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1959	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1960	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1961	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1962	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1963	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1964	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1965	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1966	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1967	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1968	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1969	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1970	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1971	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1972	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1973	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1974	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1975	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1976	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1977	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1978	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1979	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1980	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1981	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1982	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1983	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1984	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1985	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1986	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1987	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1988	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1989	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1990	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1991	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1992	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1993	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1994	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1995	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1996	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1997	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1998	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 1999	380.00	380.00
5 1/2 % ann. (libér.)	88.50	88.50	— 2000	380.00	380.00

LAIT CONCENTRÉ **SUCRÉ et SANS SUCRE**

NESTLÉ

En Vente partout LA MARQUE PRÉFÉRÉE

LE MONDE

LES COURS

CORPS DIPLOMATIQUE

— Le général Condoyannis a été nommé attaché militaire à la légation de Grèce à Paris. Le général Condoyannis représentera la Grèce au conseil de guerre interallié.

CITATIONS

— Mme Joseph Lout, née de Montaigu, vient d'être citée à l'ordre de la 18^e région pour son dévouement aux hôpitaux militaires de cette même région.

NAISSANCES

— Mme Jean de La Croix, née Benedetti, a mis au monde une fille : Marie-Claude.

DEUILS

— On nous prie d'annoncer la mort de M. Gérard de Lignac, aspirant au 70^e bataillon de chasseurs alpins, tombé pour la France le 12 décembre 1917, au mont Tomba (Italie). Un service sera célébré pour le repos de son âme demain mercredi 23 janvier, à 10 h. 1/2, dans la chapelle de la Sainte-Vierge, à Saint-Pierre de Chaillot. Le présent avis tiendra lieu d'invitation.

— Hier ont été célébrées, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, les obsèques de la comtesse Henri de La Rochefoucauld, née Gouy du Roslan.

La messe a été dite par l'abbé Allès, premier vicaire, et l'absoute donnée par le chanoine Sicard, curé de la paroisse.

Le deuil était conduit par le comte Henri de La Rochefoucauld, lieutenant au 6^e cuirassiers, mari de la défunte ; le baron Gouy du Roslan, son père ; le comte Olivier de La Rochefoucauld, maréchal des logis d'artillerie ; le comte Guy de La Rochefoucauld, officier interprète à l'armée britannique ; le comte Stanislas de Rougé, maréchal des logis, ses beaux-frères ; M. Louis Gouy du Roslan, lieutenant-colonel du génie ; le duc de Mortemart, le marquis de Mortemart, le comte de Mortemart, le duc d'Estissac, M. de Belles-cize, ses oncles, et par ses cousins. Du côté des dames par : la baronne Gouy du Roslan, sa mère ; la comtesse Guy de La Rochefoucauld, sa belle-mère ; Mlle Thérèse Gouy du Roslan, sa sœur ; la comtesse Stanislas de Rougé, sa belle-sœur ; Mme de Blanchecoudre, Mme Louis Gouy du Roslan, Mme de Belles-cize, la marquise de Mortemart, la comtesse de Mortemart, ses tantes ; la comtesse de Montgomery douairière, sa grand'tante, et par ses cousins.

L'inhumation a eu lieu au cimetière Montparnasse.

— La messe annuelle à la mémoire du roi Louis XVI a été célébrée hier matin, à 11 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, ancienne paroisse des rois de France. La messe a été dite par M. l'abbé Noblet.

Nous apprenons la mort :

— Du baron Joseph du Teil, chef d'escadron d'artillerie, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre, décédé en son domicile, 2, quai de Billy, d'une maladie qu'il avait contractée au front et négligé de soigner pour continuer son service.

— De M. Georges Delpech, conseiller général républicain de Lot-et-Garonne, ancien maire d'Agén.

— Du premier président Geoffroy, décédé à Poitiers, âgé de soixante et onze ans ;

— De M. Bruno de Lestapis, engagé volontaire au 1^{er} d'infanterie, tombé au champ d'honneur sur la rive droite de la Meuse, âgé de dix-neuf ans, fils de M. François de Lestapis, directeur des Haras, et de Mme, née Vancy.

"BRETTELLES GALLIA"

Nous rappelons à nos abonnés que toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de la dernière bande d'abonnement et de 50 centimes pour tous frais. Il ne pourra être fait droit qu'aux demandes présentées dans les conditions ci-dessus.

VENTE DE MEUBLES
150 salles à manger, salons, chambres, bureaux, appareils d'éclairage, literie, etc., et nombreux meubles de toutes sortes A SOLDER provenant de réalisation de mobiliers mis au
GARDE-MEUBLES JANIAUD JEUNE
61, rue Rochechouart, PARIS

Pour la Femme

Toute femme qui souffre d'un trouble quelconque, de la Menstruation, Règles irrégulières ou douloureuses, en avance ou en retard, Maladies Intérieures, Métrite, Fibrome, Salpingite, Ovarite, guérira sûrement, sans qu'il soit besoin de recourir à une opération, rien qu'en faisant usage de la

JOUVENCE de l'Abbé SOURY

uniquement composée de plantes inoffensives jouissant de propriétés spéciales qui ont été étudiées et expérimentées pendant de longs siècles.



La Jouvence de l'Abbé Soury est faite expressément pour guérir toutes les maladies de la femme. Elle les guérit bien parce qu'elle débarrasse l'intérieur de tous les éléments nuisibles ; elle fait circuler le sang, décongestionne les organes en même temps qu'elle les clarifie.

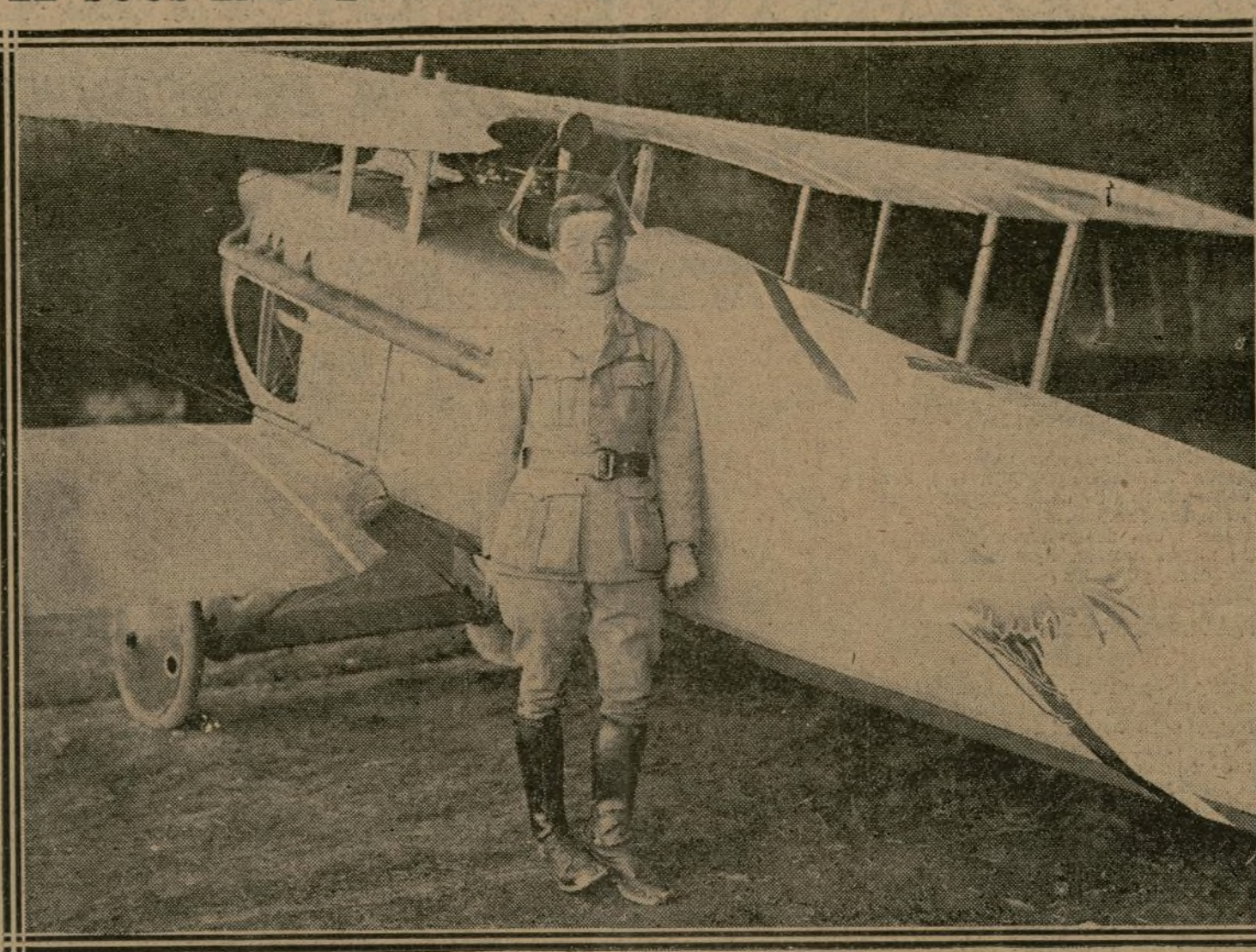
La Jouvence de l'Abbé Soury ne peut jamais être nuisible, et toute personne qui souffre d'une mauvaise circulation du sang, soit Varices, Phlébites, Hémorroïdes, soit de l'estomac ou des Nerfs, Chaleurs, Vapeurs, Etouffements, soit malaises du RETOUR D'ÂGE, doit, sans tarder, employer la Jouvence de l'Abbé Soury en toute confiance, car elle guérit tous les jours des milliers de désespérés.

La Jouvence de l'Abbé SOURY se trouve dans toutes les Pharmacies : le flacon, 4 fr. 25 ; franco gare, 4 fr. 85. Les quatre flacons, 17 fr. franco contre mandat-poste adressé à la Pharmacie Mag. DUMONTIER, à Rouen.

Ajouter 0 fr. 50 par flacon pour l'impôt.

Bien exiger la Véritable Jouvence de l'Abbé SOURY avec la signature Mag. DUMONTIER

(Notas contenant renseignements gratuits. 29)

LE SOUS-LIEUTENANT FONCK A ABATTU SON 20^e AVION

L'AS FONCK, PHOTOGRAPHIE TOUT RÉCEMMENT DEVANT SON APPAREIL

Le sous-lieutenant Fonck, qui vengea Guynemer, en abattant le lieutenant Wissemann, a remporté samedi, près de Beaumont, sa vingtième victoire. Quelques instants plus tard, il descendait un autre avion, qui n'a pas été homologué. Rappelons qu'au

1^{er} janvier 1917 Fonck ne comptait qu'un avion au "tableau". Il a donc accompli dix-huit exploits en douze mois. Son mois le plus "réussi" fut août dernier. Il triompha alors de cinq adversaires du 9 au 22. En octobre, il en abattit quatre en onze jours.

B L O C - N O T E S

ON nous annonce que, après trois ans d'interruption, nous allons avoir un Salon de peinture et de sculpture. Le lieu en serait déjà choisi : ce sera, paraît-il, le Petit Palais, prêt par la Ville de Paris, le Grand Palais étant actuellement occupé par nos blessés. La Société des Artistes Français et la Société Nationale des Beaux-Arts fusionneraient à cette occasion — mais, ajoute-t-on, pour cette occasion seulement ; après la guerre, elles redeviendraient des sœurs, sinon ennemies, du moins rivales.

Je veux espérer pourtant que cette réconciliation pourra rester définitive. Il n'y a entre les deux Salons aucun conflit de doctrine. La seule différence est que la Société des Artistes Français décerne des médailles et des prix d'honneur et que la Nationale s'abstient d'accorder à ses exposants aucune distinction.

Quoi qu'il en soit, nous aurons un Salon au printemps de l'année 1918, et il faut s'en réjouir. Peut-être même la mesure aurait-elle pu être prise un peu plus tôt, en 1917 ou même en 1916. Le sentiment qui avait interrompu ces expositions annuelles était louable ; je ne pense pas qu'il fut tout à fait justifié. On a pensé sans doute que ces manifestations artistiques étaient incompatibles avec la gravité que le pays doit garder en temps de guerre. Cela est fort bien, mais une exposition n'est pas une fête. C'est tout simplement une preuve utile que l'activité de nos peintres, de nos sculpteurs, de nos graveurs ne s'est pas éteinte.

On s'est dit aussi, évidemment, que ceux de nos artistes qui sont mobilisés — et ils sont nombreux — ne pourraient pas prendre part à l'exposition, et que, par conséquent, celle-ci les mettrait en état d'infériorité vis-à-vis de leurs confrères plus âgés. Mais c'est qu'on croyait alors à la reprise imminente de la guerre de mouvement qui devait interdire tout travail aux jeunes ; nous avons eu, au contraire, trois ans d'une guerre de tranchées qui a laissé à ceux-ci quelques loisirs, dont nul ne l'ignore, ils ont su profiter. Les œuvres qui attireront le plus l'attention et la sympathie seront précisément celles qui sont sorties de leurs mains.

Pierre MILLE.

Orthodoxie économique

L'opération réalisée sur les tabacs par M. L.-L. Klotz est marquée au coin de la pure orthodoxie économique : J.-B. Say, Bastiat et Frédéric Passy l'eussent unanimement approuvée.

L'offre étant devenue inférieure à la demande, le ministre a très justement saisi le moment pour augmenter le prix de la denrée.

LA HERNIE

n'existe plus pour celui qui porte le nouvel appareil sans ressort de A. Clavier, le seul assurant une réduction intégrale et un soulagement absolu. Les hernies, sollicitées par maintes réclames et tentées parfois par les promesses mensongères des prétendus guérisseurs, ne doivent rien faire avoir à l'avenir. Les très intéressants Traités de la Hernie qui leur sera adressé gratuitement sur demande par M. A. Clavier, 234, boulevard St-Martin, Paris. Applications tous les jours (même dimanches et fêtes) de 9 h. à 7 h. (Métro : Louis-Blanc).

VINS en fûts et en bouteilles : COGNACS et RHUMS de différentes marques, Grands et demi-grands. S'adresser : E. GODET, 132, Jg. Saint-Denis, Paris.

AFTERNOON TEA 2.50 "GRAND CAFÉ"

1, rue Scribe, 14, boulevard des Capucines

ACCUMULATEUR POL pour lampe poche se recharge plus de 100 fois. Une charge donne même durée d'éclairage continu que 6 piles sèches. Notice franco. CRISTEL, ingénieur, Rouen.

Personne n'aurait protesté s'il y avait eu la contre-partie nécessaire, c'est-à-dire si, moyennant le nouveau prix, on avait pu se procurer du tabac à volonté.

Or, il n'en est rien. On continue d'être obligé de faire queue à la porte des débits, et l'on ne trouve pas ce que l'on veut.

La demande continue d'être supérieure à l'offre, et si M. L.-L. Klotz n'y met promptement bon ordre on croira qu'il veut encore augmenter les prix, ce qui serait vraiment excessif.

Leurs mensonges

Ce capitaine-lieutenant a un joli brin de plume à sa dragonne d'officier, si on peut ainsi s'exprimer. Peu avant de se faire



VON SPIEGEL

rencontré un bateau-hôpital anglais, et ajoutait :

« Attaquer ce navire sanctifié par la Croix-Rouge était hors de question ; j'aurais reculé devant un acte semblable ! »

Mais, un peu plus loin, le capitaine s'aperçoit, dit-il, que le navire-hôpital est armé de canons depuis la proue jusqu'à la poupe et derrière les canons il distingue une armée d'hommes et même de chevaux ! Trahison ! mais il était trop tard : le sous-marin ne put comme il est écrit dans le livre du lieutenant-capitaine Spiegel, « faire justice ».

Or, depuis sa capture, on lui présente ces pages de son livre, et Herr Spiegel von und zu Peckelsheim ne fit aucune difficulté pour reconnaître que c'était là de la littérature.

Il n'avait jamais vu de navire-hôpital transportant des troupes. Quelqu'un lui avait raconté un fait de ce genre, mais il ne savait plus qu'il.

Cet aveu est d'autant plus piquant qu'à l'heure actuelle encore les journaux allemands affirment que le navire-hôpital Rewa, récemment coulé, transportait des troupes.

Ils ajoutent avec offronterie :

« Le Daily Chronicle l'a reconnu lui-

même dans son numéro du 11 décembre 1917. »

Or, qu'y a-t-il dans ce numéro du journal anglais ?

Le récit de la condamnation à un mois de prison d'une certaine miss Ethel Marsh, qui avait faussement raconté avoir vu des troupes à bord d'un navire-hôpital.

Des ancêtres

On annonce une série de conférences sur Alexandre Dumas fils.

Alexandre Dumas, fils ! Ce nom fait aux jeunes générations l'effet d'un nom d'ancien. Qui se souvient encore des polémiques passionnées que soulevait chaque pièce de l'auteur de *Tue-tu !* Qui songerait à les reprendre ?

On connaît encore Dumas père, dont les œuvres ont trouvé un regain de vogue pendant cette guerre qui a renouvelé notre fonds d'héroïsme.

Peut-être le conférencier rendra-t-il quelques lecteurs au fils ?

Contons toujours une anecdote sur celui-ci, pendant qu'il est de petite actualité.

Dans les dernières années de sa vie, il disait, et ses amis répétaient, qu'il travaillait à une pièce qui dépasserait toutes les autres et qui s'appellerait *la Route de Thèbes*. Mais il mourut sans qu'on eût vu ce chef-d'œuvre.

Or, Henri Becque annonçait aussi depuis des années une pièce qui devait faire sensation et dont le titre serait les *Polichinelles*. Mais cette pièce n'était jamais finie et on ne savait quand elle viendrait le jour.

Henri Becque suivait le cortège funéraire de Dumas fils.

Un compagnon de promenade-mortuaire lui demanda :

— Eh bien ! maître, et les *Polichinelles* ?

— Où sont-ils ?

— Sur la Route de Thèbes ! répondit Becque.

LE PONT DES ARTS

On mande de Barcelone qu'une grande solennité a eu lieu dimanche en l'honneur de l'illustre compositeur Granados, victime du torpillage du *Sussex*. On a placé sur sa maison une plaque commémorative de sa mort.

A cette solennité assistaient des représentants de la municipalité, de la députation provinciale, de l'évêché et de nombreuses personnalités artistiques et littéraires.

Le comte de Fels, commentant pour ainsi dire M. Lloyd George, estime qu'il faut garder l'Autriche comme contre-poids à la terrible Allemagne du Nord l'Entente et le problème autrichien, tandis que M. Caetano Salvemini, *Defenda Austria*, Calvo de cette Carthage, parle tout simplement de la détruire. La guerre décidera, et les diplomates.

LE VEILLEUR.

THÉÂTRES

La vie des girls à Paris. — Nous avons dit, dans un récent article sur la vie des dancing-girls à Paris, que les jongues séries de répétitions précédant les spectacles ne leur sont pas payées. Dans la lettre qu'il nous écrit à ce sujet, le Rev. F. Anstruther Cardew, « chapelain of the actors' church, Union for Paris », nous prie de dire, « pour rendre justice aux danseuses anglaises », que l'usage est « généralement de leur donner la moitié de leur salaire. Depuis la guerre, certains directeurs l'ont même payé entièrement pendant la durée de ces répétitions. » Les girls ont donc un traitement privilégié à côté d'un grand nombre de figurantes françaises.

Apollo. — La répétition générale à bureaux ouverts de l'Affaire du Central-Hôtel est irrévocablement fixée à demain mercredi 8 h. 15. Le service de première sera valable jeudi soir.

Comédie-Marigny. — Ce soir, première de l'Art de tromper les femmes, comédie-vaudeville en trois actes, de MM. Paul Ferrier et Pierre Veber.

La matinée du samedi. — Plusieurs théâtres : Gymnase, Edouard-VII, la Scala, avaient tenté de déplacer leur matinée du jeudi et d'en donner une le samedi. Ils y ont renoncé après quelque temps d'expérience. A son tour la Porte-Saint-Martin reporte au jeudi la matinée du samedi. Les gens qui vont au théâtre sont amis de la petite tradition qui prend le nom d'habitude.

Variétés. — Ce soir, à 8 h. 15, première représentation de *Ohé ! Cupidon* ! fantaisie burlesque et musicale en 3 actes, de M. Maurice Hennequin (d'après S. Robert et E. Hudson), musique nouvelle de M. Marcel Poulle.

Distribution : Jimmy Carter, M. Max Dearly ; John, M. Henri Collin ; Jordan, M. Paul Landrin ; professeur Cronway, M. Ch. Reschal, et MM. J. Peyrière, G. Roux, G. Le maire et Tournier.

Polly Brown, miss E. Campton ; Mrs Manx, Mlle Lucy Mareil ; Bianca, Mlle Lucette Darbelle, et Mlle Mariette Lelièvre, Mme Daubray, Mlle Kitty-Holt, Lili Pons, Solange Dersonn, Renée Darc, Anita de Fonseca, etc.

Opéra, 7 h. 30, *Rigoletto*.
Comédie-Française, 8 h., *la Triomphatrice*.
Opéra-Comique, 7 h. 45, *Béatrice*.
Odéon, 8 h., *le Carnaval des enfants, la Corde sensible*.

Gaité-Lyrique, 8 h., *l'Africain*.
Vauvilliers, 8 h. 30, *la Marmite de l'escouade*.
Porte-Saint-Martin, 8 h. 15, *Grand-Père*.
Antoine, 8 h. 40, *les Bullets et la Finette*.
Tramway-Lyrique, 8 h., *le Petit Duc*.
Châtelet, 8 h., *la Cigogne au bonheur*.

Variétés, 8 h. 15, *Ohé ! Cupidon*. Dearly, Campton.

Sarah-Bernhardt, 8 h. 30, *les Nouveaux riches*.
Th. Réjane, 8 h. 15, *la 15^e chaise*.
Apollo, relâche. Demain, à 8 h. 15, rép. gén. à bureaux ouverts de l'Affaire du Central Hôtel.

Palais-Royal, 8 h. 30, *le Comptant des années*.

Gymnase, 8 h. 45, *Petite Reine*.
Athénée, 8 h. 30, *la Dame de chambre*.
Bouffes-Parisiens, relâche pour répétitions.

Renaissance, 8 h. 30, *les Drames d'Hercule*.
Nouvel-Ambigu, 8 h. 30, *le Système D*.
Cluny, 8 h. 30, *le Billet de logement*.
Déjazet, 8 h., *les Femmes à la caserne*.
Edouard-VII, 8 h. 45, *la Petite bonne d'Abraham*.
Femina, relâche pour répétitions de la revue *Chéri*.

Capucines, 8 h. 30, *Comme une fleur*, revue ; *Carte de rouage*.

Th. Michel, 8 h. 45, *Judith*.
Grand-Guignol, 8 h. 15, *Voyage à deux ; les Monstres*.

Scala, 8 h. 30, *la Gare régulatrice*.
Comédie-Marigny, 8 h. 30, première de l'Art de tromper les femmes.

Caumont, 8 h. 45, *C'est la Nonna*.
Th. des Arts, 8 h. 30, *le Poulailler*.

SPECTACLES DIVERS

Folies-Bergère, 8 h. 30, *la Revue féérique*.
Olympia, 8 h. 30, *Vingt vedettes et attractions*.
Casino de Paris, 8 h. 30, *Gaby Deslys, Harry Pilcer, Boucot, Rose Amy, Pretty Myrtille, Magnard, dans la revue*.

La-Ta-Clan, 8 h. 30, *Ca mord ! grande revue d'hiver*. Location Rogo. 30-12.

Nouveau-Cirque, tous les soirs, et matinée jeudi, samedi et dimanche.
Concert Victoria (61, r. du Chat-d'Eau), 8 h. 30 : J. de Péraldy, Rachel Launay, Georgius, etc.

CINÉMAS

Gaumont-Palace, 8 h. 15, *la Nouvelle Mission de Judex* (1^{er} épisode). Loc. 3, rue Forest, 11 à 12 et 13 à 17 h. Tél. Marc. 16-73.

Electric Palace, 5, bd des Italiens. Spectacle de 2 h. à 11 h. *la Nouvelle Mission de Judex*.

COURS ET CONFÉRENCES

Université des Annales, 51, rue Saint-Georges. — Demain mercredi, à 2 h. 1/2, *Contes et Chansons de la Bretagne*, conférence par M. Jean Ne chepin.

MUSIQUE

Un récital. — Walter Morse Rummel donnera samedi 26 janvier, à 3 heures, au théâtre du Vieux-Colombier, son 3^e récital de piano. Au programme : La grande sonate de Weber (op. 39), 4 Intermezzi de Brahms et les Humoresques de Schumann. Billets au théâtre (Saxe 64-69) et chez Durand, 4, place de la Madeleine.

qualité et quantité
sont obtenues avec
les plats cuisinés
et les mets froids
PORTANT GARANTIE
LA MARQUE
Amieuxfrères
TOUJOURS
ET LA DEVISE : MIEUX

POLICE PRIVÉE

S'IL VOUS FAIT PEUR DE TROP SAVOIR
ABSTENEZ-VOUS !

SI VOUS DESIREZ ÊTRE BIEN RENSEIGNÉ
CONNAÎTRE TOUTE LA VÉRITÉ ADRESSEZ-VOUS

À **CH. DEJOUR** DÉTECTIVE

4 Rue de Castellane
Madelaine 8^e

Le gérant : VICTOR LAUVERGAT.

Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — Volmard